

Leur objectif partagé : mettre la lutte des classes sous le tapis pour imposer une nouvelle politique d'austérité

Après les J.O Macron, le "président des riches" et serviteur du capital, dit avec cynisme : « On n'a pas envie que la vie reprenne ses droits ». Mais la fête olympique, les exploits des sportifs n'ont pas occulté les problèmes des travailleurs: le pouvoir d'achat, l'emploi, les conditions de travail, la santé, l'éducation... continuant à se dégrader. Le chef de l'Etat mène une intense bataille idéologique et tente de surfer sur les jeux, dans le journal l'"Équipe" il explique : "Il n'y a un perdant, c'est l'esprit de défaite". Il dit vouloir "capitaliser là-dessus" et fait une analogie entre les JO et la crise politique "Quand on travaille ensemble, rien n'est insurmontable" affirme-t-il. Le chef de l'Etat n'en dit pas plus et fixe au 14 septembre un seul rendez-vous pour la grande parade des athlètes sur les Champs-Élysées ! Même petite musique pour le Premier ministre démissionnaire Gabriel Attal, il a envoyé un courrier aux chefs de groupes parlementaires leur proposant ["un pacte d'action" \(1\)](#). Il "se tient donc à disposition" pour une collaboration avec les Écologistes, le PCF, LR, le PS, Horizons et le MoDem sans "effacer nos différences et nos désaccords", mais en les "dépassant" et en les "surmontant". On s'écrit beaucoup cette semaine ainsi Horizons mais aussi le Nouveau Front Populaire avec leur première ministrable commune à LFI, au PS, aux écologistes et au PCF, y vont de leur plume, eux aussi proposent leurs services et le consensus...Eux aussi mettent la lutte des classes sous le tapis !

Peut importe qui sera le premier ministre à Matignon.

Toutes ces missives et discussions préliminaires préparent le terrain pour des décisions budgétaires d'ampleur suivant ainsi les recommandations de la Cours des comptes et les directives européennes. Un projet dangereux pour les travailleurs contre lequel il faut construire une réponse à la hauteur de l'attaque et non par le dialogue social. Il est urgent de changer le rapport de force et se préparer à une mobilisation très large autour de revendications qui répondent aux préoccupations générales : hausse des salaires, pensions et prestations sociales, l'indexation générale des salaires sur l'inflation, contre l'austérité imposé aux travailleurs, les suppressions de poste, pour les conditions de travail, les libertés, la santé, la sécurité sociale, l'éducation nationale...

Il n'y a pas eu de trêve estivale pour les manœuvres

- Dans l'industrie : Sanofi a décidé d'implanter sa nouvelle usine d'insuline en Allemagne plutôt qu'en France, pour un investissement de 1,3 milliard d'euros. Exxon Mobil avance à marche forcée dans son plan social de 677 suppressions de postes en France. L'ETI Sateba fabriquant des traverses pour le rail, un joyau du « fabriqué en France » va être rachetée par l'allemand Vossloh. Duralex, a été reprise en juillet par ses salariés pour constituer une Scop, sa renaissance reste incertaine. Dans l'automobile les plans sociaux et de restructurations se multiplient (voir le résumé éco-social)

-L'Insee vient de révéler une stagnation au deuxième trimestre des chiffres de l'emploi salarié et les chefs d'entreprise font part d'une nette dégradation du climat de l'emploi à la fin du mois dernier. Mais miracle, au deuxième trimestre 2024 le taux de chômage aurait diminué de 0,2 point pour atteindre à 7,3 %⁽²⁾! Derrière cette vitrine bien arrangée, le chômage des jeunes progresse de 0,8 point sur l'année complète, atteignant 17,7 % à ce jour et avec les différentes réformes de l'assurance chômage le halo du chômage augmente: 1,9 million de personnes ne sont plus comptabilisés dans la statistique générale de l'Insee.

Le désir de changement exprimé par les derniers votes est dévoyé

Face à la violence des attaques capitalistes, il y a peu de place pour les *rafistolages* ! Impossible de rétablir la retraite à 60 ans, d'augmenter les salaires et les pensions, de répondre aux besoins d'éducation, de santé... sans s'attaquer aux profits capitalistes, sans mettre en cause la domination et l'exploitation capitaliste, sans poser la question de qui dirige la société et au profit de qui ? Les revendications doivent être accompagnées d'un plan de bataille à la hauteur des attaques rassemblant les travailleuses et travailleurs de tous les secteurs.

Une perspective qui permette au mouvement ouvrier de repartir à l'offensive et rompre avec la passivité et l'illusion qu'il est possible de gagner par le « *dialogue* » sans construire un véritable rapport de force.

Face à Macron et aux gouvernements démissionnaires ou futurs qui sont et seront à l'offensive un seul choix : s'opposer avec détermination sans compromis pour les stopper. Il s'agit de construire un véritable rapport de force qui passe par la préparation de la grève sur les lieux de travail seul langage que comprend le gouvernement et le patronat. La seule chose qui les inquiète c'est l'union, le rassemblement de ses victimes sur une base de classe, révolutionnaire, visant à l'abolition du capitalisme et son remplacement par le socialisme.

La lutte sociale et la lutte politique sont indissociables en organisant les travailleurs dans la lutte pour combattre le capitalisme en montrant que la seule issue c'est de mettre fin à ce système prédateur de l'Homme et de la nature. Cette société ne peut pas générer le progrès et répondre aux besoins des peuples. Il faut la dégager de l'emprise totale du capital et pour cela lutter de plus en plus fort, partout et tous ensemble jusqu'à créer un rapport de forces pour qu'enfin les richesses reviennent à ceux qui les ont produites.

(1) Le camp présidentiel a élaboré un "Pacte d'action" sur le travail et les services publics.

*"*Simplifier les normes*" mettre "en adéquation les filières d'enseignement professionnel avec les besoins de nos industries". En un mot adapter toutes normes aux besoins du capital.

*Encore une réforme de l'assurance chômage annoncé.

*Le document propose aussi de revoir les cotisations et exonérations sociales pour "*rapprocher le salaire net du brut*" une façon d'annoncer la baisse des cotisations patronales et une attaque d'ampleur contre la sécurité sociale.

*On retrouve aussi la flexibilité: "*repenser nos modes de travail avec les partenaires sociaux*", pour "*adapter le rythme de travail aux nouveaux modes de vie*" évidemment en fonction des besoins des entreprises...

*Organiser une conférence sociale sur les salaires et le partage de la valeur. Il revient sur la collaboration, le dialogue, Capital/ travail on peut travailler ensemble.

*Sur la dette l'objectif du Gouvernement reste sur la réduction de 3 % de déficit en 2027 et donc supprimer des postes de dépense.

*Le Gouvernement veut plus globalement ouvrir la prise de décision sur "l'avenir de nos institutions" et propose un référendum sur le sujet "chaque année".

(2) 2, 3 millions de personnes